

# État et industriels sont responsables de l'explosion du diabète

**Reporterre** [Collectif interassociations pour la santé environnementale](#) le 19 novembre 2021

[https://reporterre.net/Etat-et-industriels-sont-responsables-de-l-explosion-du-diabete?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=nl\\_quotidienne](https://reporterre.net/Etat-et-industriels-sont-responsables-de-l-explosion-du-diabete?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_quotidienne)

En France, le nombre de diabétiques a doublé en vingt ans. Les auteurs de cette tribune critiquent un manque de volonté politique et réclament des mesures face à la malbouffe proposée par les industriels et aux substances toxiques comme les perturbateurs endocriniens.

*Le Collectif interassociations pour la santé environnementale (CISE) réunit une cinquantaine d'organisations désireuses de mettre la santé environnementale au cœur des politiques publiques. La version longue de cette tribune est lisible sur le [site de l'association](#).*

---

Avec l'obésité, le diabète est l'un des [facteurs de comorbidité du Covid-19](#) — le président de la République l'a [rappelé le 9 novembre dernier](#). Il aurait pu ajouter que, si le Sars-CoV-2 était apparu en l'an 2000, le nombre de décès liés à cette zoonose aurait été bien moindre, car le nombre de personnes souffrant de maladies chroniques a été multiplié par deux en vingt ans. [1] C'est le cas de cette maladie grave qu'est le diabète : d'après Santé publique France, elle frappait en 2016 [deux fois plus](#) de personnes dans notre pays qu'en 2000 [2]. Comment expliquer cette explosion ?

Le cerveau humain aime le sucre et le gras. Et les géants de l'agroalimentaire ne se privent pas de lui en donner, même s'il est attesté que la consommation excessive de sucre est la cause majeure du diabète [3]. Nestlé reconnaît, par exemple, dans un document interne que près de [60 % de ses produits alimentaires ne sont pas bons pour la santé](#).

Les industriels vont même parfois jusqu'à contourner les lois. Ainsi, le 24 août, *Le Canard enchaîné* révélait qu'au mépris de la [loi de 2013](#) visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer, dite « *loi sucre outre-mer* », ils continuaient à charger davantage en sucre les sodas et yaourts destinés à cette région, alors même que le [diabète sucré](#) y touche 11 % des Guadeloupéens et 14 % des Réunionnais, une prévalence deux à trois fois supérieure à celle de l'Hexagone. Un contournement de la loi opéré sous le regard complaisant du gouvernement français, soucieux, [selon l'hebdomadaire](#), d'enterrer un rapport « *accablant* » de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sur le sujet.

## [L'obésité, une maladie environnementale non reconnue de plus en plus répandue](#)

L'augmentation de la prévalence du diabète a par ailleurs suivi l'exacte évolution de la production industrielle mondiale de produits chimiques. De plus en plus d'études épidémiologiques font en effet état d'un lien entre une [exposition aux perturbateurs endocriniens et la survenue d'un diabète de type 2](#) [4]. Chez l'animal, il est par exemple prouvé que l'exposition chronique au bisphénol A [5], l'un des principaux en circulation, accélère l'apparition d'un diabète.

Là encore, une [enquête de l'Autorité de la concurrence](#) a mis au jour le fait qu'une quarantaine de groupes, dont Coca-Cola et Nestlé, se seraient coordonnés au moment de l'interdiction de l'utilisation du bisphénol A dans les contenants alimentaires, en 2015. Ces entreprises auraient mis en place « *un pacte de non-agression entre industriels destiné à ne pas différencier les produits dont l'emballage contenait du bisphénol A (BPA)* ».

## Les pauvres sont les plus touchés par le diabète

La Seine-Saint-Denis est le département français qui compte le plus grand nombre de personnes pauvres, soit 17,5 % de sa population [selon l'Observatoire des inégalités](#). Il se classe aussi au premier rang du sinistre classement des départements les plus touchés par la pandémie de Covid-19, avec [une surmortalité de 130 %](#), malgré une population relativement jeune. Pourquoi ? Parce que les comorbidités touchent particulièrement les groupes sociaux les moins favorisés. C'est ce que signifie Richard Horton, rédacteur en chef de la revue médicale de référence *The Lancet*, lorsqu'il nous invite à regarder la crise de Covid-19 non pas comme une épidémie, ni comme une pandémie, mais comme une syndémie, à savoir [la synthèse de plusieurs épidémies](#).

La première provient d'une zoonose engendrée par un virus né d'un [rapprochement animal/humain](#). La deuxième est l'épidémie de maladies chroniques à laquelle nous sommes confrontés depuis l'après-guerre, parmi lesquelles le diabète. Et à ces deux épidémies s'ajoute un facteur « *inégalités sociales* » important : une [méta-analyse mondiale](#) montre d'ailleurs désormais que l'incidence du diabète de type 2 est plus élevée chez les personnes de faibles niveaux d'éducation et de revenus, et ce, indépendamment du niveau de développement du pays.

## Il faut des politiques publiques pour éradiquer les substances nocives de notre environnement

C'est pourquoi les seuls objectifs « *manger bouger* » du Programme national nutrition santé (PNSS), qui traitent uniquement l'aspect comportemental sans considérer l'aspect environnemental et social, ne sauraient suffire à faire reculer le diabète. Car s'il est essentiel d'encourager l'activité physique et une alimentation saine, il est d'abord indispensable de mener des politiques publiques qui éradiquent les substances nocives de notre environnement (perturbateurs endocriniens, insecticides, pesticides) et luttent sans complaisance contre le contournement des lois par les industriels. Taxer la malbouffe (produits transformés, sodas, etc.) et, parallèlement, rendre plus accessibles les aliments sains pour favoriser une alimentation moins sucrée et moins grasse paraît aussi essentiel pour lutter contre les inégalités sociales qui pérennisent cette catastrophe sanitaire.

Former les citoyens, les autorités et les employeurs aux stratégies de prévention du diabète en développant des centres de ressources est également fondamental. Le Collectif interassociations pour la santé environnementale appelle à la tenue d'une conférence nationale annuelle de santé environnementale afin de s'attaquer, enfin, aux véritables causes des maladies chroniques — le diabète est l'une des plus emblématiques. Car si ces maladies nous assaillent depuis l'après-guerre, elles nous fragilisent désormais lourdement face aux pandémies, et il serait criminel de ne pas tout faire pour les combattre.